

Le Lloyd 14-15/6/98-

La réforme politique de l'Union fera l'objet d'un débat au sommet européen de Cardiff

La lettre franco-allemande sur la subsidiarité suscite des inquiétudes

C'est à Cardiff, au pays de Galles, que les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent, lundi 15 juin, pour leur sommet de la mi-année, en

conclusion d'une présidence britannique marquée par le lancement de la monnaie unique et des négociations sur l'élargissement. A trois

mois des législatives allemandes de septembre, un débat devait avoir lieu à l'initiative de Bonn sur les perspectives politiques de l'Union.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Consacré à une discussion sur l'avenir politique de l'Union, le déjeuner de travail que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze auront, lundi 15 juin, à Cardiff devrait être le principal temps fort du Conseil européen réuni les 15 et 16 juin au pays de Galles, sous la présidence de Tony Blair. Cette discussion a été initiée par la lettre que le président Jacques Chirac et le chancelier Helmut Kohl ont adressé, le 8 juin, à leurs collègues pour les inviter à « amorcer... un débat ouvert et objectif sur l'état actuel du processus d'intégration européenne et ses perspectives ».

Inspirée par Helmut Kohl, qui doit tenir compte des aspirations d'une partie de sa majorité avant les élections législatives de septembre, le ton de cette initiative a été mal accueilli par une majorité de gouvernements qui aborderont la discussion sur la défensive. Un diplomate espagnol assimilait le déjeuner de Cardiff à une sorte d'embuscade où le premier ministre britannique essaierait de profiter de l'occasion offerte par

les Français et les Allemands pour entraîner le Conseil dans une démarche anti-bruxelloise.

Mettant l'accent sur la nécessité de respecter plus strictement le principe de subsidiarité, la missive franco-allemande s'en prend implicitement à la Commission et à la Cour de justice. « *Compte tenu de la tendance de certaines institutions européennes à s'éloigner des citoyens et de leurs problèmes quotidiens, il convient d'inviter les membres du Conseil européen à une discussion sur la mise en œuvre pratique du principe de subsidiarité, afin de clarifier la délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres et d'examiner dans quelle mesure l'actuel niveau d'intervention est le bon* », y lit-on.

Les Néerlandais et les Belges ont manifesté de l'agacement. Eviter les excès du centralisme européen est une chose, tenter par ce biais de remettre en cause les politiques communes en est une autre, et c'est cette seconde tendance qu'on redoute dans bien des capitales. Chacun comprend qu'à trois mois d'un scrutin délicat le chancelier Kohl cherche à flatter les Lander, inquiets à l'idée

que l'Europe puisse grignoter sur leurs compétences. On veut bien admettre aussi que le président Chirac adhère à une telle attitude pour rassurer les eurosceptiques du RPR. Mais n'y a-t-il pas, au-delà, des arrière-pensées plus destructrices ? A l'approche d'un élargissement coûteux, les Allemands, voire les Français, ne veulent-ils pas surtout limiter leurs engagements, retrouver leur liberté en matière de politique agricole ou d'aides d'Etat ?

MÉTHODES DE FONCTIONNEMENT

Paris et Bonn devront donc d'abord rassurer. « *Il y a deux parties dans la lettre, il serait bon de ne pas s'arrêter uniquement sur la partie critique* », observe un diplomate allemand. Les deux dirigeants y insistent aussi sur la nécessité de hâter les réformes institutionnelles sur lesquelles les Quinze ne sont pas parvenus à s'entendre il y a un an à Amsterdam. Ils suggèrent aussi, ce qui n'implique pas de révision du traité, de revoir en profondeur les méthodes de fonctionnement du Conseil et de la Commission, avec l'idée de s'entendre sur un calendrier pour « *tirer de premières*

conclusions », en décembre, au sommet de Vienne.

Les Quinze doivent également discuter ce que le premier ministre britannique nomme la « *réforme économique* ». Vaste sujet qui permettra notamment aux chefs d'Etat et de gouvernement de se féliciter des progrès réalisés, depuis le Conseil européen extraordinaire de novembre 1997 à Luxembourg, dans la mise en œuvre d'une « *stratégie pour l'emploi* » et de s'encourager mutuellement à appliquer avec détermination les « *plans d'actions nationaux* » transmis en avril à la Commission, en application des orientations arrêtées alors. L'évaluation des premiers résultats se fera en décembre à Vienne.

S'agissant de l'« Agenda 2000 » – l'ensemble de propositions de la Commission sur le financement futur de l'Europe, la réforme des politiques structurelles et agricole –, la négociation n'est pas suffisamment nouée pour que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent en parler utilement, sauf pour préciser le calendrier. Le chancelier Kohl rappellera le souci de l'Allemagne de voir limiter sa contribution au budget, aujourd'hui de loin la plus élevée, mais il semble peu probable que les Quinze s'attardent sur ce sujet sensible. Le rapport de la Commission sur les « *ressources propres* » de l'Union ne doit être transmis qu'en septembre. En matière diplomatique enfin, les discussions porteront avant tout sur la crise du Kosovo et, sans doute, aussi sur l'état des relations avec la Turquie.

Philippe Lemaître

Le Groupe de contact lance un ultimatum à M. Milosevic sur la crise du Kosovo

Le président yougoslave se rend, lundi, à Moscou

LONDRES

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères du Groupe de contact, Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Russie et Royaume-Uni, ainsi que ceux du Canada et du Japon, réunis vendredi 12 juin à Londres, ont « *condamné l'utilisation massive et disproportionnée de la force et le déplacement forcé d'un grand nombre de personnes* » par le régime de Slobodan Milosevic dans la province du Kosovo et exigé « *une action immédiate* » sur quatre points : cessation de toutes les activités des forces de sécurité serbes contre les civils et leur retrait, accès sans réserves d'observateurs internationaux, retour des réfugiés et « *progrès rapides* » dans le dialogue avec le dirigeant kosovar Ibrahim Rugova. Le chef de la communauté albanaise devait s'entretenir, samedi, avec le président Chirac.

Le Groupe de contact demande à M. Milosevic de « *saisir l'opportunité de sa rencontre* » de lundi avec le président russe, Boris Eltsine, pour « *annoncer des progrès sur les points demandés et engager Belgrade à leur mise en œuvre complète* ». « *Si ces mesures ne sont pas prises sans délai, des moyens supplémentaires seront mis en œuvre pour arrêter la violence et protéger la population civile, y compris celles qui nécessiteraient l'autorisation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.* »

Le délai imparti au leader serbe est donc bref : tout dépendra de sa réaction au « *message fort* » que Boris Eltsine lui transmettra. Car les Russes – comme l'a réaffirmé le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine – soutiennent la démarche du Groupe de

contact. Même s'ils n'ont aucune intention de participer à des opérations contre Belgrade ni de s'associer à l'interdiction des investissements en République fédérale de Yougoslavie ou à celle des vols à destination de la RFY. Mais, a assuré M. Védrine avec espoir, « *la position des Russes n'est pas définitive* ».

NECESSAIRE COHESION

Si le dictateur serbe n'écoute pas le président russe, toutes les options sont ouvertes : « *On s'orientera vers d'autres mesures, a affirmé le ministre français, pour mettre un terme à la violence et protéger la population civile, y compris celles pouvant nécessiter l'autorisation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies* », en clair, un recours à la force en vertu du chapitre 7 de la Charte. Même l'OTAN ne peut s'affranchir de cette règle, selon M. Védrine, pour qui, « *si le dialogue n'est pas enclenché, il faudra changer de braquet* ». Le ministre a répondu aux critiques contre l'inefficacité de la riposte en expliquant qu'il était important d'avoir le soutien de la Russie et que, sans cette cohésion, la crise se serait précipitée.

Le chef de la diplomatie britannique, qui était l'hôte de la réunion, a pour sa part mis en cause « *la responsabilité personnelle de Milosevic* » dans un renouveau de violence « *comme on n'en avait pas vu depuis la trêve en Bosnie il y a trois ans* ». Robin Cook a rappelé que le Tribunal international sur la Yougoslavie était compétent pour les crimes de guerre au Kosovo et que personne, y compris le leader serbe, n'était à l'abri de ses poursuites.

Patrice de Beer